

CONCOURS DE GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE 2002

Epreuve de RAPPORT

Rédaction d'un rapport établi à partir d'un dossier relatif à un événement survenu dans un lieu public.

Durée : 1 h 30

Coefficient : 3

CONSIGNES POUR LE SUJET

Vous rédigerez votre rapport à l'encre bleue ou noire sur votre copie.

Aucun signe distinctif (nom, n° de convocation, signature, dessin...) ne doit apparaître sur les documents que vous remettrez à l'issue des épreuves sous peine de non correction du devoir.

I - SUJET

Vous êtes l'agent de police municipale LEBLANC Jérôme, en fonction à la Ville de Verney (98330).

Ce jour, à 16 h 50, en patrouille de surveillance pédestre, accompagné de l'agent de police municipale LENOIR Jean, vous vous trouvez rue de la Cloche, à hauteur du n° 5, à quelques mètres de l'arrêt autobus "rue de la Cloche".

Vous recevez un appel radio de votre poste de commandement qui vous informe que le bus n° 25 de la ligne 3 est actuellement immobilisé sur l'arrêt "rue de la Cloche". Le conducteur vient de subir des agressions verbales de la part de deux jeunes gens qui ont également craché sur le conducteur et donné des coups de pied dans les fauteuils.

Vous intervenez sur place, les auteurs sont toujours sur les lieux ainsi que Madame VIOLETTE, passagère du bus.

Après votre intervention, vous rentrez au poste et rédigez un rapport d'information destiné à rendre compte à Monsieur le Maire (sous couvert de votre Chef de service) de votre action et des différentes mesures prises.

Identité des agresseurs

Mr Hervé LE ROUGE
Né le 3 juillet 1982 à Rennes
Demeurant résidence "Les Lilas" Appt 1308
98330 VERNEY

Mr Eric LEGRI S
né le 6 juillet 1983 à Rennes
demeurant résidence "Les Lilas" Appt 1703
98330 VERNEY

Identité du chauffeur de bus

Mr Marcel LEJAUNE
Né le 6 avril 1953 à Lille
Demeurant 19, rue des Cyclamens
98330 VERNEY

II - PIECES ANNEXES

- Article 21 du Code de procédure pénale
- Article L.2212-5 du Code général des collectivités territoriales
- Article 21-2 du Code de procédure pénale
- Article D.15 du Code de procédure pénale
- Article 78-6 du Code de procédure pénale

Articles du code de procédure pénale

Article 21. – (Ordon. n° 60-529 du 4-6-1960).

• (L. n° 78-788 du 28-7-1978) «Sont agents de police judiciaire adjoints»:

1° (L. n° 85-1196 du 18-11-1985) «Les fonctionnaires des services actifs de Police Nationale ne remplissant pas les conditions prévues par l'article 20 ;

1° bis (L. n° 97-1019 du 28-10-1997) «Les volontaires servant en qualité de militaire dans la gendarmerie ;

2° (L. n° 66-493 du 9-7-1966) «Les agents de police municipale».

• Ils ont pour mission:

- de seconder, dans l'exercice de leurs fonctions, les officiers de police judiciaire;

- de rendre compte à leurs chefs hiérarchiques de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance;

- de constater, en se conformant aux ordres de leurs chefs, les infractions à la loi pénale et de recueillir tous les renseignements en vue de découvrir les auteurs de ces infractions, le tout dans le cadre et dans les formes prévues par les lois organiques ou spéciales qui leur sont propres.

☑ • Art. D. 13 à D. 20 du C.P.P..

Article 21-2. – (L. n° 99-291 du 15-4-1999).

• «Sans préjudice de l'obligation de rendre compte au maire qu'ils tiennent de l'article 21, les agents de police municipale rendent compte immédiatement à tout officier de police judiciaire de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance.

• Ils adressent sans délai leurs rapports et procès-verbaux simultanément au maire et, par l'intermédiaire des officiers de police judiciaire mentionnés à l'alinéa précédent, au procureur de la République.»

Article D. 15. - (D. n° 60-898 du 24-8-1960).

• «Les agents de police judiciaire énumérés à l'article 21 rendent compte de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance sous forme de rapports adressés à leurs chefs hiérarchiques. Ces derniers, qui ont la qualité d'officiers de police judiciaire, informent sans délai le procureur de la République en lui transmettant notamment les rapports de ces agents de police judiciaire, en application de l'article 19.

Art. 78-6 (Créé, L. n° 99-291, 15 avr. 1999, art. 16): – Les agents de police mentionnés au 2° de l'article 21 sont habilités à relever l'identité des contrevenants pour dresser les procès-verbaux concernant des contraventions aux arrêtés de police du maire, des contraventions au Code de la route que la loi et les règlements les autorisent à verbaliser ou des contraventions qu'ils peuvent constater en vertu d'une disposition législative expresse.

Si le contrevenant refuse ou se trouve dans l'impossibilité de justifier de son identité, l'agent de police municipale en rend compte immédiatement à tout officier de police judiciaire de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent, qui peut alors lui ordonner sans délai de lui présenter sur-le-champ le contrevenant. À défaut de cet ordre, l'agent de police municipale ne peut retenir le contrevenant. Lorsque l'officier de police judiciaire décide de procéder à une vérification d'identité, dans les conditions prévues à l'article 78-3, le délai prévu au troisième alinéa de cet article court à compter du relevé d'identité.

Code général des collectivités territoriales

Article L. 2212-5.

• Sans préjudice de la compétence générale de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale, les agents de police municipale exécutent, dans la limite de leurs attributions et sous son autorité, les tâches relevant de la compétence du maire que celui-ci leur confie en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques.

• Ils sont chargés d'assurer l'exécution des arrêtés de police du maire.

• Ils exercent leurs fonctions sur le territoire communal, dans les conditions prévues aux quatrième à septième alinéas de l'article 21 du Code de procédure pénale.